

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 6

20 janvier 2005

Sommaire

Règlement grand-ducal du 11 janvier 2005 modifiant l'annexe II du règlement grand-ducal du 19 décembre 2002 concernant l'incinération des déchets	page 66
Convention sur le recouvrement des aliments à l'étranger, conclue à New York, le 20 juin 1956 – Adhésion des Seychelles	66
Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, faite à Rome, le 26 octobre 1961 – Adhésion des Emirats Arabes Unis	66
Convention relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau, signée à Ramsar, le 2 février 1971, telle qu'amendée par le Protocole de Paris du 3 décembre 1982 – Adhésion des Iles Marshall.	
Convention relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau, signée à Ramsar, le 2 février 1971, telle qu'amendée par le Protocole de Paris du 3 décembre 1982 et par la Conférence des Parties contractantes, le 28 mai 1987 – Adhésion du Lesotho et du Mozambique	67
Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, faite à Bonn, le 23 juin 1979 – Adhésion de la République du Libéria	67
Convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique, adoptée à Vienne, le 26 septembre 1986 – Ratification du Chili	67
Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, conclue à Vienne, le 20 décembre 1988 – Adhésion de la République démocratique populaire Lao	67
Convention sur l'interdiction de la mise au point de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, faite à Paris, le 13 janvier 1993 – Ratification de Madagascar	67
Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé, faite à New York, le 9 décembre 1994 – Adhésion du Kenya	68
Accord relatif à l'application provisoire entre certains Etats membres de l'Union européenne de la Convention, établie sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signé à Bruxelles, le 26 juillet 1995 – Adhésion de la Slovaquie, de Chypre et de la Hongrie	68
Amendement au Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, conclu à Beijing, le 3 décembre 1999 – Ratification de l'Italie	68
Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, signée à New York, le 9 décembre 1999 – Ratification du Bahreïn	68

Règlement grand-ducal du 11 janvier 2005 modifiant l'annexe II du règlement grand-ducal du 19 décembre 2002 concernant l'incinération des déchets.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre la pollution de l'atmosphère;

Vu la loi modifiée du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau;

Vu la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets;

Vu la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

Vu la directive 2000/76/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2000 sur l'incinération de déchets;

Vu les avis de la Chambre des Métiers et de la Chambre de Commerce;

Notre Conseil d'État entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Environnement et de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. A l'annexe II du règlement grand-ducal du 19 décembre 2002 concernant l'incinération des déchets, la rubrique II.1.2 C intitulée «Valeurs limites d'émission totales pour le SO₂ et le COT» est remplacée comme suit:

«II.1.2. C – Valeurs limites d'émission totales pour le SO₂ et le COT

Polluant	C
SO ₂	50
COT	10

L'autorité compétente peut accorder des dérogations dans les cas où le COT et le SO₂ ne proviennent pas de l'incinération de déchets».

Art. 2. Notre Ministre de l'Environnement et Notre Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

Le Ministre de l'Environnement,

Lucien Lux

Palais de Luxembourg, le 11 janvier 2005.

Henri

*Le Ministre de l'Intérieur et
de l'Aménagement du Territoire*

Jean-Marie Halsdorf

Dir. 2000/76/CE

Convention sur le recouvrement des aliments à l'étranger, conclue à New York, le 20 juin 1956. – Adhésion des Seychelles.

Il résulte d'une notification du Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies qu'en date du 1^{er} novembre 2004 les Seychelles ont adhéré à la Convention désignée ci-dessus, qui est entrée en vigueur à l'égard de cet Etat le 1^{er} décembre 2004.

Réserve

La République des Seychelles se réserve le droit, en ce qui concerne l'article 10 de la Convention, de restreindre l'application de l'expression «priorité la plus élevée» en fonctions des dispositions législatives qui y régissent le contrôle des changes.

Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, faite à Rome, le 26 octobre 1961. – Adhésion des Emirats Arabes Unis.

Il résulte d'une notification du Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies qu'en date du 14 octobre 2004 les Emirats Arabes Unis ont adhéré à la Convention désignée ci-dessus, qui est entrée en vigueur à l'égard de cet Etat le 14 janvier 2005.

Convention relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau, signée à Ramsar, le 2 février 1971, telle qu'amendée par le Protocole de Paris du 3 décembre 1982. – Adhésion des Iles Marshall.

Convention relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau, signée à Ramsar, le 2 février 1971, telle qu'amendée par le Protocole de Paris du 3 décembre 1982 et par la Conférence des Parties contractantes, le 28 mai 1987. – Adhésion du Lesotho et du Mozambique.

Il résulte de différentes notifications du Directeur Général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture que les Etats suivants ont adhéré à la Convention de 1971 telle qu'amendée en 1982 et 1987 aux dates indiquées ci-après:

<u>Etat</u>	<u>Amendé 1982</u>	<u>Amendé 1987</u>	<u>Entrée en vigueur</u>
Lesotho*	01.07.2004	01.07.2004	01.11.2004
Iles Marshall**	13.07.2004		13.11.2004
Mozambique***	03.08.2004	03.08.2004	03.12.2004

* Conformément à l'article 2(1) de la Convention, la zone humide «*Let'seng – la – Letsie*» a été désignée par le Lesotho pour figurer sur la liste des zones humides d'importance internationale établie en vertu de cette Convention.

** Conformément à l'article 2 de la Convention, la zone humide dite «*Aire de conservation de l'atoll de Jaluit*» a été signée par les Iles Marshall pour figurer sur la liste des zones humides d'importance internationale établie en vertu de cette Convention.

*** Conformément à l'article 2(1) de la Convention, la zone humide «*Complexe de Marromeu*» a été désignée par le Mozambique pour figurer sur la liste des zones humides d'importance internationale établie en vertu de cette Convention.

Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, faite à Bonn, le 23 juin 1979. – Adhésion de la République du Libéria.

Il résulte d'une notification du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne qu'en date du 13 août 2004 la République du Libéria a adhéré à la Convention désignée ci-dessus, qui est entrée en vigueur à l'égard de cet Etat le 1^{er} décembre 2004.

Convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique, adoptée à Vienne, le 26 septembre 1986. – Ratification du Chili.

Il résulte d'une notification du Directeur Général de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique qu'en date du 22 septembre 2004 le Chili a ratifié la Convention désignée ci-dessus, qui est entrée en vigueur à l'égard de cet Etat le 23 octobre 2004.

Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, conclue à Vienne, le 20 décembre 1988. – Adhésion de la République démocratique populaire lao.

Il résulte d'une notification du Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies qu'en date du 1^{er} octobre 2004 la République démocratique populaire lao a adhéré à la Convention désignée ci-dessus, qui est entrée en vigueur à l'égard de cet Etat le 30 décembre 2004.

Réserve

Conformément au paragraphe 4 de l'article 32 de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, la République démocratique populaire lao ne se considère pas liée par le paragraphe 2 de ce même article. La République démocratique populaire lao déclare que pour qu'un différend relatif à l'interprétation et à l'application de ladite Convention puisse être soumis à la Cour internationale de Justice, l'accord de toutes les parties concernées est nécessaire.

Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, faite à Paris, le 13 janvier 1993. – Ratification de Madagascar.

Il résulte d'une notification du Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies qu'en date du 20 octobre 2004 Madagascar a ratifié la Convention désignée ci-dessus, qui est entrée en vigueur à l'égard de cet Etat le 19 novembre 2004.

**Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé,
faite à New York, le 9 décembre 1994. – Adhésion du Kenya.**

Il résulte d'une notification du Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies qu'en date du 19 octobre 2004 le Kenya a adhéré à la Convention désignée ci-dessus, qui est entrée en vigueur à l'égard de cet Etat le 18 novembre 2004.

**Accord relatif à l'application provisoire entre certains Etats membres de l'Union européenne de la
Convention, établie sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, sur l'emploi de
l'informatique dans le domaine des douanes, signé à Bruxelles, le 26 juillet 1995. – Adhésion de la
Slovénie, de Chypre et de la Hongrie.**

Il résulte d'une notification du Secrétaire Général du Conseil de l'Union européenne que les Etats suivants ont adhéré à l'Accord désigné ci-dessus aux dates indiquées ci-après:

<u>Etat</u>	<u>Adhésion</u>	<u>Entrée en vigueur</u>
Slovénie	08.07.2004	01.10.2004
Chypre	15.07.2004	01.10.2004
Hongrie	31.08.2004	01.11.2004

**Amendement au Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche
d'ozone, conclu à Beijing, le 3 décembre 1999. – Ratification de l'Italie.**

Il résulte d'une notification du Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies qu'en date du 22 octobre 2004 l'Italie a ratifié l'amendement désigné ci-dessus, qui entrera en vigueur à l'égard de cet Etat le 20 janvier 2005.

**Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, signée à New York, le 9
décembre 1999. – Ratification du Bahreïn.**

Il résulte d'une notification du Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies qu'en date du 21 septembre 2004 le Bahreïn a ratifié la Convention désignée ci-dessus, qui est entrée en vigueur à l'égard de cet Etat le 21 octobre 2004.

Réserve

Le Royaume de Bahreïn ne se considère pas lié au paragraphe 1 de l'article 24 de la Convention.

Déclaration

Les Conventions ci-après, auxquelles Bahreïn n'est pas encore partie, sont réputées ne pas figurer dans l'annexe visée à l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 2:

1. Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 14 décembre 1973.
2. Convention internationale contre la prise d'otages, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 17 décembre 1979.
3. Convention sur la protection physique des matières nucléaires, signée à Vienne le 3 mars 1980.
4. Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime, faite à Rome, le 10 mars 1988.
5. Protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental, fait à Rome le 10 mars 1988.
6. Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 15 décembre 1997.